



Info 2015 – Fusion des rédactions

Analyse et position du Snj-CGT



1. NOUS SOMMES FACE A UN PROJET DESTINE A VERROUILLER L'INFORMATION

- Transformation du journaliste télé en exécutant, industrialisation, émiettement des tâches, déresponsabilisation et dépossession du métier.
- Ligne éditoriale moutonnaire et conformiste, obsession de l'audience, appauvrissement des contenus, personnalisation et mise en forme de l'information au détriment du reportage et de l'image.
- Dégradation des conditions de travail : de moins en moins de preneurs de son, des temps de montage réduits, des missions de plus en plus courtes.
- Autoritarisme croissant, pressions et chantage, mises à l'écart...

Toutes ces dérives ne sont pas nouvelles. Elles se sont aggravées au cours des dernières années avec une direction autocratique. Info 2015 ne changerait donc pas grand-chose sur le fond ? Non ! Info 2015 est un projet qui amplifie toutes ces dérives, les institutionnalise et qui rend impossible tout retour aux vraies valeurs du journalisme.

- Une rédaction unique, ultra hiérarchisée
 - Pages 52-53, on découvre l'architecture du projet de rédaction unique : Un pouvoir concentré dans les mains de quelques directeurs tout-puissants (directeur de l'info, directeur de la rédaction et les nouveaux directeurs éditoriaux, les DEO), secondés d'une kyrielle de sous-chefs.
 - On y apprend que les conférences de rédaction se déroulent entre chefs exclusivement. Il y a même une première conférence de la journée, dite « de consensus », qui décide de l'actualité à traiter en petit cercle, 5 à 6 directeurs, préalablement à la conférence de rédaction où l'on fait venir les chefs de service pour leur passer commande.
 - Les journalistes de base, ceux qui font les reportages, qui vont sur le terrain, qui alimentent les éditions sont exclus des conférences. La grande masse de la rédaction se voit confinée dans un rôle d'exécutant.
 - Quelques expressions révélatrices que l'on découvre au fil du projet : « *Le rédacteur en chef passe commande... on transmet des ordres... on décide du traitement éditorial* »
 - La conférence critique après journal, se déroule elle aussi à huis clos, à charge pour les chefs de service d'en faire un compte rendu (page 117) aux équipes de reportage.
- Une organisation verrouillée et sclérosante
 - Personne ne conteste le fait qu'un directeur ou qu'un rédacteur en chef tranche et prenne des décisions, mais pas en petit comité, coupé de la grande masse de la rédaction. C'est une conception du journalisme ancienne et dépassée et surtout très dangereuse.
 - L'Accord Collectif de France Télévisions signé il y a moins de 2 ans stipule pourtant que « *La conférence de rédaction est le lieu du débat éditorial* ».

- Transformer la rédaction en « Grande Muette » c'est se priver de la contribution au débat éditorial des journalistes de terrain : tous ceux qui sont en lien avec la réalité, avec l'évènement vécu, avec les gens... tout ce contact qu'ont perdu nombre de hiérarques, à force d'évoluer dans les mêmes milieux, et parfois dans des cercles du pouvoir.
 - Qui peut croire à l'effcience d'une telle organisation en l'absence de contre-pouvoirs ? D'où viendront les alertes, les remises en question, quel chef osera, dans une telle configuration, prendre le risque de contredire le directeur de l'information ?
- Risques de déformation, voire de manipulation de l'information
 - En plus des services communs, chaque édition disposera d'une équipe dédiée (page 51) de quelques journalistes choisis, chargés de réaliser des sujets « à façon » en puisant dans le serveur. Dans un environnement autoritaire, quel journaliste sera en mesure de résister aux exigences d'un rédacteur en chef ou d'un présentateur ?
 - La mise en place du serveur Ifab facilite ces dérives. La taylorisation du journalisme télé, la séparation entre les taches de tournages et celles de rédaction finale des sujets augmentent les risques de déformation, voire de manipulation.
 - Ce danger est accru du fait de l'opposition du directeur de l'information à l'instauration de règles de bonne conduite permettant une utilisation maîtrisée des flux et de respecter les droits auteurs des tournages.
- Le bâton et la carotte
 - Dans ses principes de fonctionnement, Info 2015 ne tolère pas la discussion. Rien n'est laissé au hasard : Les sujets et reportages commandés par éditions comme le 19/20, le 20 heures seront inscrits avec précision dans une annexe du conducteur « *de façon à créer un engagement mutuel entre les éditions, les services et les équipes de reportage* » (Page 56). En clair tout sera verrouillé au départ, le journaliste devra revenir avec ce qu'on lui a commandé, précisément.
 - Le corollaire de cette organisation, c'est un système sanction-récompense. Punis sont ceux qui osent exprimer leurs désaccords ou tout simplement un avis de professionnel. Ils se voient privés d'augmentation individuelle ou de promotions, menacés de sanctions disciplinaires, mis à l'écart ou privés de travail.
 - Les entretiens annuels sont définis comme « l'évaluation des performances », que l'on peut facilement interpréter comme une volonté de mise au pas.
- L'ombre de la Télévision d'Etat
 - L'efficacité apparente d'une gouvernance concentrée dans les mains de quelques directeurs omnipotents peut se transformer en talon d'Achille. Son organisation est basée sur un contrôle de l'info qui facilite une reprise en main par un pouvoir autoritaire.
 - Il suffit que les gouvernements changent, pour que FTV devienne une télévision d'Etat, juste en remplaçant quelques têtes au sommet de la pyramide.

2. UNE DIRECTION QUI PERSISTE DANS SES ERREURS.

Ce qui est assez stupéfiant quand on lit le projet Info 2015, ce sont les critiques que la direction de l'information s'adresse à elle-même.

- Info 2015 manque de crédibilité

- Sur le numérique, la direction de l'information fait un constat accablant : « *L'isolement des éditions d'information numérique freine à la fois le développement de FranceTV Info et le développement de nouveaux modes de traitement de l'information dans les éditions antennes* » (Page 17)
 - Mais qui a décidé de créer ex nihilo des plateformes infos en dehors des rédactions, avec des recrutements extérieurs plutôt que de développer le numérique au sein des rédactions ? Qui a cloisonné ? Qui s'est opposé depuis 4 ans à l'intégration du numérique au cœur des rédactions ?
- Sur les journaux, page 49 : « Les traitements des sujets sont souvent similaires et les identités des JT se rapprochent ». Page 13 : « renforcer les identités des éditions »
 - Mais qui dirige les rédactions nationales depuis 2010, qui est responsable de cette uniformisation ? Qui a imposé la même ligne éditoriale : faits divers, pluie-neige-soleil, conso, « standup » systématiques ? Qui a encouragé les dérives vers la facilité, le suivisme, les reprises systématiques et quasi quotidiennes du « Parisien » sur les deux antennes ?
 - Cette même direction veut nous faire croire que tout va changer, grâce à une rédaction unique. Qui peut s'imaginer qu'avec les mêmes images, les mêmes tournages, les mêmes sources et avec la même direction éditoriale on pourrait « conforter et affirmer l'identité propre de chaque édition » (page 15).
- On nous parle de « bonnes pratiques », on fait référence à la citoyenneté, au pluralisme, à l'impartialité, aux valeurs du service public, mais la « *Charte de l'information du service public* » bourrée de poncifs est expédiée en une page.
 - Alors que l'accord collectif traite largement des principes professionnels et d'éthique, cette direction déploie toute son énergie pour entraver fonctionnement des commissions de déontologie.

- Pour quelle efficacité ?

- La direction de l'information met en avant les gains à attendre de cette fusion dans une grande rédaction : synergies, économies, efficacité.... On ne peut qu'être sceptique au regard des pratiques et des procédures actuelles qui souvent conjuguent Ubu et Kafka.
- Ce que l'on peut entrevoir, ce sont les dégâts : la perte d'identité et du sentiment d'appartenance à une rédaction et à une chaîne. Des gains invisibles, mais bien réels, provenant du relationnel et de la proximité, entre les membres d'une rédaction à taille humaine.

3. LES REDACTIONS DOIVENT S'ADAPTER A UN NOUVEL ENVIRONNEMENT TECHNOLOGIE ET CULTUREL

Le constat dressé dans les premières pages du projet Info 2015 n'est pas contestable dans ses grandes lignes. L'information est un enjeu essentiel de la démocratie. Les rédactions de France Télévisions doivent évoluer pour s'adapter aux nouveaux usages, aux nouvelles technologies et à une concurrence de plus en plus forte.

- En matière de « cross media » les rédactions de France 3 et Outremer administrent la preuve que l'on peut continuer à faire des journaux télévisés, tout en étant présents sur les supports numériques. Les journalistes de ces rédactions développent l'information locale et régionale sur Internet, alimentée en texte, images et vidéos par les rédactions
- Maintient de la rédaction nationale de France 3
 - Il existe une alternative à Info 2015 : le maintien de deux rédactions nationales séparées.
 - La rédaction nationale de France 3 doit rester intégrée au réseau France 3. Ces rédactions sont complémentaires aussi bien sur les écrans de télévision, comme le montre le 19/20, que sur Internet et les supports numériques.
 - Il y a beaucoup plus de sens à s'appuyer sur le réseau France 3 pour développer un grand média à côté de France 2.
 - Organiser France 3 en véritable réseau de rédactions permettrait une pluralité et une vraie complémentarité de l'offre d'information sur le service public : l'actualité, vue par les rédactions de France 3 (et les Outremer), déclinée du local à l'international, à côté de l'actualité vue par France 2.
 - Dans un environnement hyper concurrentiel, la présence de France Télévisions gagnerait en visibilité en maintenant deux rédactions nationales.
 - France 3 est «une marque» qui bénéficie d'un énorme capital de sympathie et d'une grande notoriété. C'est un acquis à exploiter.

4. CE QUI N'EST PAS DIT

Info 2015 donne l'apparence d'un projet détaillé et construit. En fait il fait l'impasse sur de nombreux points.

- Au-delà de la phase 1, la fusion imminente des services économie-social et les mouvements des services culture vers Culturebox, la fusion des autres services en phase 2 et 3 n'est pas détaillée. Aucun calendrier, et aucune information sur les conséquences des redéploiements.
- Pas de chiffrage des gains de productivité espérés, rien sur les conséquences sur l'emploi au terme de la fusion
- Silence complet sur le projet immobilier, les « open space », la configuration des rédactions, des services et l'impact sur les conditions de travail.
- Impasse totale sur le projet de chaîne d'information numérique expédiée en 3 lignes (page 5)
- Quelle place, quel avenir et quels moyens pour l'info régionale et ultramarine ?

Paris, le 16 décembre 2014

Position du **Snj-CGT** exprimée en Comité Central d'entreprise de France Télévisions.
 Claude GUENEAU
 Journaliste – Rédaction nationale de France 3
 Elu CGT au CE siège
 Membre du bureau du Snj-CGT de FTV